

<https://ricochets.cc/Gilets-jaunes-Les-loups-dans-la-bergerie-pour-defaire-toutes-les-recuperations.html>



Gilets jaunes : Les loups dans la bergerie - pour défaire toutes les récupérations et enfumages

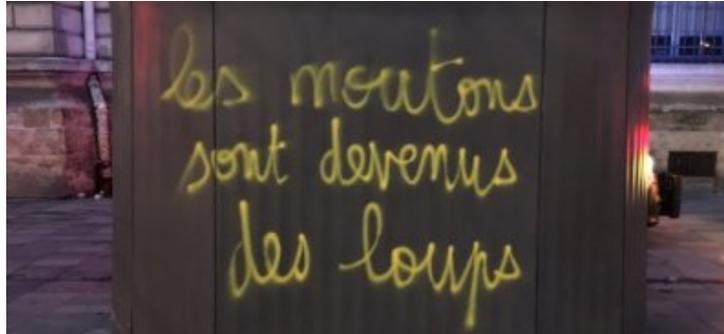
- Les Articles -

Publication date: mardi 12 mars 2019

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Voici un texte important à diffuser partout : [Les loups dans la bergerie : Banalités de base sur la révolte en cours](#)

- ▶ [en PDF](#)
- ▶ [en tract A3 PDF imprimable](#) pour affichages



Les moutons sont devenus des loups

Nous sommes ce que nous faisons

La seule façon de définir une révolte, qui ne dispose pas d'une théorie préalable partagée par l'ensemble de ses participants, est de s'en tenir à ses pratiques. C'est une méthode qui s'oppose à celle de tous les commentateurs extérieurs qui s'imaginent encore que la pensée consciente, c'est-à-dire individuelle, prime sur les actes. L'essence de la révolte des gilets jaunes, sans leaders et autoconvoquée à l'origine via les réseaux sociaux, réside dans l'ensemble des pratiques collectives de tous ceux qui y ont participé sans se connaître préalablement. Par leur nouveauté, leur radicalité, leur ubiquité et leur unité, elles forment déjà un discours. Elles définissent un parti pris parce qu'elles rompent avec l'ordre des choses, avec la résignation et la soumission ordinaires. Rupture en deçà de laquelle il n'y a rien que le retour inexorable du même. La critique en actes reconnaît la part d'inconnu qu'elle contient, la traduction théorique qui lui manque encore, et le possible qu'elle ne peut fermer prématurément. Une telle rencontre, basée sur l'insatisfaction, progresse à ce rythme, dans son rapport de force avec tous les pouvoirs en place et par les perspectives nouvelles qu'elle ouvre. Sa négativité est féconde.

Fin des mouvements sociaux

Quoi de plus scandaleux que la révolte des gueux ?

Le tour offensif qu'a pris la contestation depuis la fin du mois de novembre constitue la nouveauté principale en France. Blocages, émeutes, destructions de péages, attaques de bâtiments publics et gouvernementaux, affrontements avec la police, agressions publiques d'élus et de journalistes : nous ne sommes pas dans un énième mouvement social aux motifs défensifs et réactifs, mais dans la forme moderne de la révolte. Ces pratiques inaugurales ne sont pas le fait de casseurs ou d'ultras, contrairement à ce que le matraquage médiatique et gouvernemental tente de faire croire, mais celui des acteurs principaux du soulèvement. En parler autrement et propager ces anathèmes consiste à trahir tous ceux qui, plus courageux que d'autres, en payent aujourd'hui le prix en prison. Le pouvoir a bien compris le danger d'un tel basculement, au point d'utiliser des moyens exceptionnels pour l'éradiquer ; on a pu vérifier à cette occasion le mensonge sur l'Etat de droit s'assurant en l'espace de quelques semaines comme un Etat autoritaire. La guerre qui s'est instaurée, siège des antagonismes fondamentaux, ne laisse place à aucune négociation, réforme ou compromis possibles. Un cap a été franchi à l'automne 2018 avec la sortie de tous les chantages, dont en premier lieu celui à la catastrophe écologique. A la différence de

mobilisations antérieures, la révolte dont il est ici question contient un enjeu historique. Attaquer pour ne plus subir s'y est imposé comme une nécessité.

L'illégalité assumée

Il n'y a pas de révolte légale

Durant sa phase ascendante, c'est-à-dire jusqu'au 1er décembre inclus, nul ne se souciait de la légalité des actions entreprises dans le cours de la révolte, chacun sachant bien alors que l'on ne transforme pas les conditions existantes en respectant des lois édictées pour leur conservation. Paralyser la circulation, ne pas déclarer une manifestation, y participer dans ce cas, occuper l'espace public sans autorisation, y porter un masque de chantier ou des lunettes de piscine, taper dans un bouclier de CRS, tout cela est puni par la loi. Jamais dans l'histoire ceux qui l'ont faite, aux prises avec toutes les forces organisées et unifiées de la conservation, ne se sont posé la question du respect de la loi. L'histoire n'est ni le domaine de la morale ni celui du droit, les temps d'obéissance y sont ses pages blanches. L'émeute parisienne du 1er décembre a été le point culminant de cette négativité où personne n'entendait déplorer les dégâts qu'elle causait dans les quartiers les plus riches de France. Sans ces heures d'émeute, nous n'en serions pas là. Les mesures d'exception prises en urgence pour accentuer la répression nous montrent, s'il en était besoin, qui détient l'arme de la loi et pour quel but.

Refus des encadrements

Ni Macron, ni Mélenchon, ni Le Pen ni personne

La décomposition de la classe politique, du pouvoir séparé, et celle de l'encadrement syndical du défunt mouvement ouvrier, est arrivée en phase terminale. La révolte des gilets jaunes a acté cette décomposition. Le néo-monarque Macron, qui gouverne par ordonnances, n'a pas fait ce vide, il est le résultat transitoire de ce vide. Le système représentatif produit des spécialistes, des professionnels d'une comédie stérile conduisant à l'usurpation systématique du pouvoir. La plupart des pauvres n'en étaient pas dupes avant, mais une partie d'entre eux agit désormais en conséquence suivant des constats qui ne peuvent plus être occultés : l'Etat libéral dit la vérité de l'Etat, il est au seul service de la marchandise ; les syndicats ne sont qu'un rouage du pouvoir, dernier recours pour éteindre tout mouvement social conséquent ; les partis politiques, confinés à l'impuissance perpétuelle, sont périmés par une révolte qui a su si bien transcender les divisions et catégories préexistantes : leurs « logiciels » comme leurs conditions mêmes d'existence sont obsolètes.

Refus de la représentation

On veut pas plus de SO que de Jacline Mouraud

Une telle lucidité a mené au rejet systématique de toute forme de représentation de l'ensemble des gilets jaunes. Toute parole qui prétendrait s'exprimer au nom de cet ensemble est une usurpation. Les « figures » encore tolérées du mouvement ne sont que des relais qui ont survécu en sachant, pour l'instant, rester à leur place et ne jamais se risquer à cette prétention quand tous ceux qui voulaient capitaliser pour leurs propres intérêts ont été systématiquement et dûment expurgés. Nous connaissons le résultat de l'appropriation privative du pouvoir. Qui veut

encore de sa personnalisation ? Elle appartient au passé.

Refus de la négociation avec le pouvoir

11 morts, 1 900 blessés, on débat pas, tu dégages

La radicalité du mouvement sur les ronds-points et dans la rue, associée à ce rejet de toute forme de hiérarchie et de porte-parolat, nous a préservés d'une prise de langue avec le pouvoir qui, sourd jusque-là, ne demandait que ça une fois mis sur la sellette. Il est évident qu'après la répression qu'il a menée, la calomnie qu'il a déversée, la division qu'il a distillée, il serait insensé et indigne de s'asseoir à sa table. L'Etat a du sang sur les mains et se vautre dans une arrogante impunité, son chef poussant l'ignominie jusqu'à nier devant son homologue égyptien la mort directe d'une femme tuée par sa police dans le cadre de la répression. Qui dialogue avec un tel pouvoir, après les éborgnements et mutilations en série, s'en fait immédiatement le complice. Il ne peut y avoir de retour en arrière.

Le rôle des revendications

Les miettes, c'est pour les pigeons

Tous les récupérateurs potentiels ont cru voir dans la multitude des revendications, émises au fil des semaines, le travestissement possible de la révolte en mouvement revendicatif, sans comprendre en quoi leur rôle principal est de recenser, de faire connaître et de mettre en commun les raisons de la colère. Il n'a jamais été question depuis décembre de réclamer quelques miettes à Macron, la principale et unanime revendication exigeant son départ, lui dont la politique et le programme antisocial s'opposent en tous points à l'ensemble de ces constats critiques sur l'augmentation de tous les prix, l'accroissement corollaire des restrictions et des contrôles, le démantèlement accéléré des vestiges du « service public », les faveurs accordées aux plus riches. S'imposant dans un moment de reflux de la révolte, le désormais célèbre RIC a représenté une sorte de compromis consensuel entre l'exigence minimale portée par la radicalité de la rue et le souci inquiet de proposer une réforme étatique raisonnable. Reprise depuis comme une formule magique, cette proposition de modifications des institutions, plus ou moins profondes suivant les versions, a l'inconvénient de poser les limites de la révolte dans une traduction prématurée de ses buts qui relègue ses acteurs principaux actuels, ce sujet collectif nouveau, à un rôle in fine consultatif. S'il évoque une saine intervention de la majorité dans le contrôle du pouvoir, ce plafond de verre théorique tend surtout une perche à tous les partisans d'une résolution du conflit social par une réforme de surface telle que le « grand débat » la prépare. L'insertion dans le cadre pragmatique-rationnel de tous les gestionnaires à partir de leur postulat autoritaire sur la réalité est un tombeau. La réalité est à faire et non plus à subir comme un donné. Il suffit de constater l'état du monde pour juger de la vertueuse rationalité économiste brandie par tous ceux qui en font un argument d'autorité à la seule fin de maintenir le statu quo.

La critique de l'information dominante

Journalistes, vous avez toléré trop de choses pour être tolérés

La même clairvoyance s'est manifestée à propos des médias dominants auxquels, dès les premières semaines, les gilets jaunes se sont montrés hostiles. Il est aujourd'hui partagé par une grande partie de ceux qui subissent son

monologue permanent que l'information dominante travaille à la conservation de la société en place et prend systématiquement parti contre ce qui en menace la continuation paisible. Il n'est plus toléré qu'une petite caste, sans aucune légitimité, parle à la place des autres, encore moins quand cette caste est tenue par une poignée de milliardaires, et qu'elle se montre l'ennemi le plus direct de la révolte depuis plusieurs semaines, par la calomnie la plus grossière, par le mensonge sur les effectifs des manifestations, par son travail d'auxiliaire de police. Elle, qui se flatte encore de sa liberté d'expression, s'est révélée comme la plus caricaturale des presses aux ordres. Elle n'est plus que le porte-voix du gouvernement. Avec les moyens nouveaux à notre disposition, nous n'avons pas besoin des « médias », qu'ils soient au service de l'Etat français, en roue libre pour leur propre compte, ou pilotés de l'étranger pour des intérêts qui nous sont tout aussi hostiles.

L'auto-organisation

Un peuple qui vit ne rond-point

L'ensemble de ces refus traduisent un même sentiment chez ceux qui font la révolte, celui de la dépossession permanente. S'est ancrée pour chacun la conviction scandaleuse de n'être pas maître de l'emploi de sa vie. D'une contestation sur les difficultés mêmes de survivre, conséquence ultime de cette dépossession, la puissance collective qui s'est déployée a commencé de poser la question de ses causes fondamentales. Le cours commun de la séparation s'est brisé, d'abord sur les lieux de blocage en petits groupes locaux, ensuite dans les manifestations offensives et sauvages où ces groupes locaux ont vu concrètement leur effectif, leur unité, à l'échelle de tout le pays, et la force qu'ils constituaient. La rupture enjouée du quotidien vécu jusque-là dans l'isolement et la prise festive de l'espace ont été le premier pas d'une appropriation collective de l'existant, puisque de possession véritable nous n'avons jamais eue. La richesse de cette expérience ne peut mieux se mesurer que dans son terrible contraste avec la désespérante survivance de la résignation qui la cerne encore. L'ordinaire de la servitude n'a jamais paru si misérable.

Les assemblées

On débattrà quand on vous aura tous virés

Aucun groupe local sur les ronds-points n'a eu besoin d'experts en conseilisme pour pratiquer spontanément la démocratie directe à cette échelle. Pour faire de cette pratique une forme de continuation de la critique du système de dépossession, un appel a été lancé à la création d'assemblées populaires. Rapidement et paradoxalement, cet instrument a été une sorte de porte d'entrée pour les groupes militants, associatifs et partis politiques préexistants à la révolte et tentant de s'y greffer pour y imposer leurs marottes, leur programme et leurs vieilles lunes au mépris de ce qui a lieu. Les assemblées parisiennes, qui ne comptaient que quelques dizaines de participants à tendance militante, et plutôt faibles dans leurs pratiques, étaient ainsi surreprésentées à « l'assemblée des assemblées » de Commercy. Il serait pour autant inconséquent de laisser au parasitage militant cette pratique qui représente encore, sous sa forme authentique du moins, le moyen de s'approprier le débat exécutoire sans aucun intermédiaire sinon strictement mandaté. La pertinence des assemblées dépendra de leur capacité à assumer et appuyer la critique en actes qui a eu lieu depuis novembre. L'intelligence collective, manifestée jusque-ici, et la défiance qui l'accompagne paraissent à même de déjouer le noyautage par des délégués dont jusqu'ici la double appartenance éventuelle n'a, à notre connaissance, pas été questionnée, comme si l'assemblée n'était qu'un organe de vigilance citoyenne, le dernier avatar de la démocratie participative, une organisation compatible avec tout ce qui est là plutôt que sa négation pratique.

Pour un dépassement

Des maisons du peuple partout

Si l'on met de côté les « actions » symboliques, aux visées seulement médiatiques, issues d'un aveuglement sur l'historicité de l'événement en cours, la principale préoccupation actuelle consiste à savoir comment pousser l'avantage d'une révolte qui a su s'enraciner dans une séquence de basse intensité, au risque sinon de voir le processus de son intégration au décor la conduire à l'étiollement. Les modalités de mobilisation depuis le début répondent aux contraintes géographiques et de survie de ses participants les plus actifs, elles ont déterminé une intermittence de l'intervention massive et offensive, la permanence sur les ronds-points étant de son côté de plus en plus entravée. Les manifestations urbaines des samedis n'ont ainsi jamais pu s'étendre au-delà de cette journée au point que la question d'une conquête de lieux ou d'une installation dans le temps a fini par ne plus se poser. La scission entre le lieu d'origine de la majorité des participants et la ville s'est ainsi maintenue faute d'une implication massive des habitants des centres urbains. C'est probablement dans le sens de cette jonction qu'il faut désormais porter l'appel à multiplier les « maisons du peuple », non pas comme des zones de repli, mais comme des lieux à conquérir au coeur des métropoles pour y poursuivre la rencontre dans une pratique offensive d'occupation. Rompre ainsi avec le quotidien et l'intermittence, assurer des points de ralliement, créer enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière. En appeler pour cela à tous ceux qui sont en situation d'occuper, qu'ils mènent un mouvement social dans leur entreprise, qu'ils aient pris leur université, qu'ils aient les clés d'un lieu culturel, pour qu'ils inscrivent leur action dans la critique unitaire en transformant leur lieu encore spécialisé en « maison du peuple ». La préparation de la journée nationale du 16 mars à Paris doit se hisser à la hauteur de cet enjeu, le printemps nous rappelant aussi l'opportunité de tenir durablement des places pour la rencontre la plus ouverte de tous. Quand la révolte devient ce qu'il y a de mieux à faire, tout le monde finit par s'y joindre ; Tahrir nous l'enseigne, le 1er décembre nous en a donné un avant-goût, le rendez-vous du 8 mars propose déjà cet envahissement de l'espace-temps et des esprits.

Pour une extension

Paris, debout, soulève-toi !

Le parti de l'ordre met tout en oeuvre pour empêcher le ralliement d'une autre partie de la population à la révolte dont l'avenir dépend. Pour s'assurer du soutien de « l'opinion », une partie du mouvement est entrée dans la guerre de communication menée conjointement par les médias et le gouvernement. Une fois dans ce piège de légitimation à partir des catégories dominantes, il ne s'agit plus que de donner une bonne image de la protestation, certifier de son innocence parfois jusqu'à la repentance, au reniement amnésique de sa négativité. Ceux qu'il s'agirait de convaincre - les téléspectateurs dociles - en se pliant ainsi aux injonctions de l'ennemi sont précisément les plus hostiles à toute forme de changement profond. Il conviendrait plutôt d'en appeler à tous ceux parmi les plus relégués, de la grande masse des précarisés aux pauvres des banlieues, qui ont les meilleures raisons de se révolter. En finir avec la division qui est entretenue depuis des décennies par la diabolisation de cette jeunesse qui a expérimenté bien avant cet automne les violences policières et les stigmatisations médiatiques dont on s'indigne maintenant qu'elles concernent d'autres qu'eux. On peut mesurer le danger de cette jonction possible à la manière dont il a fallu terroriser les lycéens pour leur passer le goût de manifester. Quand partout règne la valeur marchande, l'exclusion, la répression et la relégation ne sont plus la condition d'une minorité, mais notre devenir à tous. « Gilet jaune » n'est pas une identité à l'intérieur d'une entité close sur elle-même, mais un signe de ralliement pour l'irruption tapageuse de tous les invisibles dans la chose publique.

Pas seuls au monde

Haïti, France, Soudan, révoltés de tous les pays unissez-vous !

En Algérie, au Soudan, en Haïti, dans les Balkans, des situations de révolte que l'on aurait pu auparavant attribuer à tort à des conditions essentiellement différentes des nôtres nous sont désormais visiblement proches. Nous savons que les raisons de l'insatisfaction sont les mêmes quand la tiers-mondisation ne concerne plus seulement quelques zones reculées du monde, mais qu'elle produit au coeur des Etats dits développés du déchet humain dans le sillage du cours autonomisé de « l'économie ». La particularisation des colères à quelque contexte national est le moyen d'empêcher la reconnaissance mutuelle de leur communauté par-delà les frontières, or partout le parti de la conservation travaille à l'interdiction du débat des humains sur leur vie, pour maintenir la verticalité du pouvoir, la domination marchande, l'usurpation de la parole publique. Notre avenir dépend de l'internationalisation du possible ouvert ici contre la caricature qui en est donnée à l'étranger via l'information dominante. La situation de nos pairs d'Algérie nous place devant l'impérieuse responsabilité d'un rendez-vous historique. Macron dégage ! Bouteflika dégage ! Pour des manifestations communes dans toutes les villes de France !

Le peuple veut la chute du régime

Le 4 mars 2019, [Comité pour la prolifération des loups](#)